



Monsieur Mars Di Bartolomeo
Président de la
Chambre des Député-e-s
Luxembourg



Luxembourg, le 31 janvier 2017

Monsieur le Président,

Par la présente et conformément au règlement de la Chambre des Député-e-s, je me permets de poser une **question parlementaire à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale.**

Selon les données disponibles sur le portail www.statistiques.lu, 6.783 personnes travaillaient en 2015 dans les différentes professions d'infirmier (m/f) au Luxembourg, la proportion des infirmiers libéraux ne ressortant pas de ces statistiques. Considérant dans ce contexte que les champs d'intervention réduits des infirmiers libéraux ainsi que les tarifs à appliquer à partir du 1^{er} janvier 2017 font actuellement l'objet de maintes critiques dans ce secteur, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre et à Monsieur le Ministre.

1. Combien d'infirmiers disposent d'un code prestataire au Luxembourg ?
2. Quelle est la ventilation entre infirmiers salariés et infirmiers libéraux ?
3. Ces données sont-elles compilées dans une base de données au sein du Ministère de la Santé ?
4. Dans l'affirmative, sous quelles conditions des personnes privées ou des professionnels de santé peuvent-ils consulter la banque de données afin de choisir un infirmier pour la prestation de certains soins de santé, voire pour un partenariat professionnel ?
5. Les infirmiers libéraux ayant été exclus des prestations à assurer par les réseaux d'aides et de soins au niveau de l'assurance dépendance, Madame la Ministre et Monsieur le Ministre ne sont-ils pas d'avis que cette décision va à l'encontre du libre choix d'une infirmière ou d'un infirmier de confiance par les personnes dépendantes ?
6. Vu que les champs d'intervention accessibles aux infirmiers libéraux sont très restreints, Madame la Ministre et Monsieur le Ministre n'estiment-ils pas que leur avenir professionnel se trouve en danger ?

Josée Lorsché
Députée



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Santé

Dossier suivi par: JOME Laurent
Tel: 247 85510
Email: laurent.jome@ms.etat.lu

Monsieur le Ministre
aux Relations avec le Parlement
Service central de Législation
43, boulevard F.D. Roosevelt
L-2450 LUXEMBOURG

Luxembourg, le 3 mars 2017

Concerne: Question parlementaire n° 2716 du 31 janvier 2017 de Madame la Députée Josée Lorsché

Réf. : 81bxcff6e

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe la réponse de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et de la soussignée à la question parlementaire n° 2716 du 31 janvier 2017 de Madame la Députée Josée Lorsché concernant " Infirmiers libéraux".

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération très distinguée.

La Ministre de la Santé,

Lydia MUTSCH





Réponse de Madame la Ministre de la Santé et de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale à la question parlementaire n° 2716 du 31 janvier 2017 de Madame la Députée Josée Lorsché concernant " Infirmiers libéraux".

Au total, la CNS a enregistré environ 2000 infirmiers en activité (c.-à-d. personnes physiques qui ont un code prestataire infirmier et qui en 2015/2016 ont facturé au moins une prestation infirmière prise en charge). 96% de ces infirmiers sont enregistrés comme travaillant pour compte d'un établissement ou d'un réseau.

Au 31 décembre 2015, selon les informations disponibles au ministère de la santé, cinq infirmiers exerçaient en tant qu'infirmier libéral, parmi un total de 5862 infirmiers professionnellement actifs.

Il existe un registre professionnel, tenu par le ministère de la Santé, regroupant tous les infirmiers (profession de santé réglementée) qui sont détenteurs d'une autorisation d'exercer. Il y a une obligation légale de s'y inscrire. Le ministère de la Santé contacte le professionnel de santé annuellement, en vue d'une vérification des données le concernant inscrites au registre professionnel par l'envoi d'un extrait du registre professionnel de la personne concernée.

La base de données du ministère de la Santé n'est pas publique. La liste des infirmiers libéraux qui ont communiqué leur coordonnées (adresse professionnelle, leur numéro de téléphone, ainsi que leur statut) figure sur le site internet de l'Agence eSanté www.esante.lu. Cet annuaire est financé par le ministère de la Santé.

Le système de santé luxembourgeois est basé sur le libre choix du patient. Le patient ou son entourage peuvent s'informer sur les prestataires existants et choisir celui qui lui convient le mieux, en consultant l'annuaire des professions de santé tenu par l'agence eSanté.

D'ailleurs, sous l'impulsion de l'introduction de l'assurance dépendance et d'une nouvelle nomenclature infirmière à partir du 1^{er} janvier 2001, les réseaux d'aide et de soins à domicile connurent jusqu'en 2010 un développement fulgurant de leur activité. Un des corollaires de cette expansion des réseaux d'aides et de soins fut que le nombre d'infirmiers et infirmières exerçant leur métier de façon libérale se réduisait constamment.

Il n'en reste pas moins que les infirmiers et infirmières libérales ont un rôle à jouer dans notre système de soins de santé. Ils apportent une autre façon de travailler découlant de leur mode de fonctionnement entrepreneurial. Pour la CNS, les réseaux d'aides et de soins représentent néanmoins la pierre angulaire de la prise en charge soignante extrahospitalière.

En effet, à l'heure actuelle, certains infirmiers libéraux travaillent déjà pour des réseaux d'aides et de soins.

L'avenir de la profession ne se trouve en aucun cas menacé, ceci en raison des projections épidémiologiques, voire des possibilités d'activité qu'offre cette profession.